

LA SOCIAL-DEMOCRATIE

Par J. Sainte-Marie

***Qu'est-ce qu'un social-démocrate, dans le langage journalistique courant ?
Un socialiste modéré, rose pâle, vaguement libéral.***

Cet usage du mot social-démocrate est pourtant profondément incorrect, et nous allons ici lui restituer son vrai sens, celui que revendiquent les partis qui, ailleurs en Europe, se disent sociaux-démocrates, comme le fameux parti social-démocrate allemand, le SPD.

Il s'agit de partis classés à gauche, mais l'histoire de la social-démocratie intéresse toute l'histoire politique occidentale. Nous allons donc expliquer une notion qui est associée à une forme d'organisation partisane en même temps qu'à une idéologie.

Histoire

Les partis sociaux-démocrates apparaissent à la fin du XIX^{ème} siècle, lorsque le mouvement ouvrier en plein développement décide de participer aux élections. Un parti social-démocrate apparaît en Allemagne en 1875 qui s'appellera le SPD, mais aussi en Autriche en 1888, en Suède en 1889 et enfin en Grande-Bretagne en 1900, avec le Parti travailliste, le Labour.

Il s'agit de partis de masse, reposant sur les adhésions des militants et visant à encadrer politiquement la classe ouvrière créée par la révolution industrielle, ceci dans un contexte de diffusion du suffrage universel en Europe. Max Weber a parlé de "parti syndical" à leur sujet. Dans le cas du SPD, dans le monde germanique, il s'agit même au début du XX^{ème} siècle d'une contre-société, avec ses journaux, ses associations culturelles ou sportives et ses maisons du peuple.

L'articulation avec les syndicats de salariés est toujours très forte. Dans le cas du Labour britannique, le parti n'est pratiquement que le groupe parlementaire représentant les syndicats qui l'ont formé, lesquels faisaient automatiquement adhérer au parti leurs propres adhérents.

Mais cela va évoluer au fil du temps. De partis de la classe ouvrière, les sociaux-démocrates vont se vouloir les partis de tous les salariés, puis les partis du peuple tout entier. Cela correspond aussi à une renonciation explicite à la doctrine marxiste dont ils se voulaient les héritiers. Cet abandon sera consacré en Allemagne par le célèbre congrès de Bad-Godesberg, en 1959.

On l'a compris, les terres de prédilection de la social-démocratie sont le monde germanique et le monde scandinave. Dans l'Europe du Sud ou en France, les partis socialistes seront toujours très éloignés du modèle social-démocrate.

Bases idéologiques

Le terme de social-démocrate apparaît vers 1848. Il désignait ceux qui ajoutaient à la revendication de la démocratie politique une revendication sociale. En quelque sorte, c'est l'union du bulletin de vote et de la fiche de paie.

Au départ, les sociaux-démocrates sont d'abord motivés par la question sociale. Ils veulent le socialisme et s'inspirent très souvent de la pensée de Karl Marx. Ils constituent des partis de lutte des classes. Cela fera l'objet à la toute fin du XIX^{ème} siècle d'un débat entre Eduard Bernstein, qui souhaite l'abandon de la pensée marxiste, et Karl Kautsky, qui considère qu'elle demeure valable, et c'est lui qui va l'emporter au sein de la social-démocratie allemande. Bernstein considère que l'État est devenu, grâce au suffrage universel, l'outil de la démocratisation politique et du progrès social. Il ne faut donc pas le renverser mais l'utiliser. À propos de la social-démocratie, il dit "Qu'elle ose paraître ce qu'elle est", c'est-à-dire qu'elle renonce à son langage révolutionnaire et accepte sa pratique concrète, celle de parlementaires et de syndicalistes insérés dans la société.

Dans un premier temps, les thèses de Bernstein sont récusées par le SPD, par fidélité à la doctrine marxiste. Mais après la première guerre mondiale, lorsqu'il faudra choisir entre réformisme et révolution, la peur du bolchévisme fera que la social-démocratie allemande s'assurera comme fidèle à l'État tel qu'il existe. C'est valable pour tous les sociaux-démocrates européens : dans la pratique, ils vont progressivement devenir des démocrates résolus, au fil de leur intégration dans la vie parlementaire.

Donc 1er point de leur idéologie consiste en le respect du droit de vote universel et de la démocratie représentative.

La social-démocratie se veut initialement le porte-voix de la classe ouvrière et souhaite l'instauration du socialisme, c'est à dire une transformation radicale de la propriété des moyens de production. Mais la révolution russe en 1917 va les obliger à préciser leur démarche spécifique. Face à ceux qui les quittent et rejoignent les partis formés par l'Internationale communiste, les militants qui vont rester dans les formations sociales-démocrates vont affirmer leur refus de la violence politique. Ce sera le cas du penseur allemand Karl Kautsky, toujours marxiste mais opposé à la ligne suivie par Lénine. Il considère que "celui qui utilise la violence devient prisonnier de la violence", en pensant ici au parti bolchévique.

Donc le 2ème point de leur idéologie consiste en la volonté que la révolution socialiste soit pacifique et graduelle.

En 1960, les partis sociaux-démocrates européens ne sont plus révolutionnaires ni marxistes, et ils visent à représenter l'ensemble de la société. Dans la pratique, ils font souvent partie de coalitions avec des partis du centre voire de droite. Et au gouvernement, ils promeuvent une économie mixte, avec un secteur public important mais aussi un secteur privé qu'ils acceptent pleinement. Leur champ d'intervention privilégié est l'entreprise, là où se joue la répartition de la valeur ajoutée entre salaires, profits et investissements. En Scandinavie comme en Allemagne, la combativité des sociaux-démocrates va leur permettre de gagner des positions importantes dans le monde économique, au point, et c'est tout le paradoxe de cette histoire, que l'on a pu parler de cogestion avec les propriétaires capitalistes.

Donc le 3ème point de leur idéologie est la valorisation du compromis, sur le plan social comme sur le plan politique.

La politique économique des sociaux-démocrates

Contrairement à leur projet initial, aucun parti social-démocrate n'a mis fin au capitalisme et instauré un régime véritablement socialiste. Cependant, ils ont souvent transformé le capitalisme sur quelques aspects importants.

En tant que représentants du mouvement ouvrier, les sociaux-démocrates au pouvoir ont cherché à :

- Renforcer la protection sociale;
- Réduire les inégalités financières par un modèle redistributif fondé sur la fiscalité et les prestations sociales ;
- Appliquer une politique keynésienne jouant sur la demande

Cependant les sociaux-démocrates acceptent l'économie de marché, au contraire de leurs rivaux communistes. En aménageant le capitalisme, ils sont à l'origine de l'État-Providence

Ils vont après la Seconde guerre mondiale se tourner vers l'Alliance atlantique contre le bloc soviétique. Et la social-démocratie s'alliera à la démocratie chrétienne pour favoriser le développement de la construction européenne. Ils seront souvent des militants déterminés de l'intégration des États dans l'UE suivant une logique fédéraliste.

Mais avec le choc pétrolier de 1973 et la crise de l'emploi qui en résulte, la social-démocratie connaît en Europe un certain déclin. La répartition de la valeur ajoutée des entreprises n'est plus la priorité, mais plutôt le maintien de l'activité. Et le développement de l'État social entraîne une pression fiscale de moins en moins acceptée. Enfin l'immigration de masse les placera devant certaines contradictions aux yeux de leur électorat.

Dès la fin des années 1970, en matière économique les conceptions libérales trouvent un nouveau crédit. Des formations structurellement social-démocrates vont adopter, lorsqu'elles sont au pouvoir, ces solutions libérales. Ce sera notamment le cas de Gerhard Schröder, en Allemagne, ou de Tony Blair, en Grande-Bretagne, qui valorisent avant tout la flexibilité du travail et la compétitivité des entreprises.

De ce fait, la social-démocratie perd depuis une trentaine d'années son identité. Son électorat est de moins en moins populaire, et les liens entre syndicats et parti politique sont distendus. Les formations historiquement sociales-démocrates deviennent en réalité des partis de centre-gauche, certes attachés à la dépense publique mais sans plus aucun caractère ouvrier.

Dans les faits, l'histoire de la social-démocratie européenne semble close.

Le cas français

La France représente un cas particulier. Même si des gens comme François Hollande ont pu se dire sociaux-démocrates, il s'agit d'une formule trompeuse. Dans sa structure comme dans sa pratique, Parti socialiste n'a jamais été un parti social-démocrate.

Pourquoi ? Tout d'abord parce que le mouvement ouvrier n'a pas eu besoin de revendiquer un suffrage universel bien installé dans les institutions dès 1871. Il en a nourri une certaine méfiance à l'égard de la démocratie représentative. Ensuite, et c'est l'essentiel, parce que le lien organique entre parti et syndicat n'existe pas chez nous.

Cela tient à un événement fondamental, survenu en 1906. Réunie en congrès dans la ville d'Amiens, la CGT proclame son indépendance par rapport aux partis politiques aussi bien que par rapport à l'État. Se voulant révolutionnaire et plus ou moins anarchiste, le syndicalisme français se méfie des formations socialistes qui veulent être représentées au Parlement.

Ce texte, connu comme la charte d'Amiens, va empêcher tout lien organique entre syndicats et partis politiques, à l'inverse de ce que l'on connaît alors en Allemagne ou en Grande-Bretagne.

Certes, on trouvera dans le Parti communiste fondé en 1920 lors du Congrès de Tours un aspect de la social-démocratie, le fait de constituer pour ses membres une contre-société, avec ses institutions et sa culture propres. Mais le lien avec le syndicat, en l'occurrence la CGT, est inversé : c'est lui qui obéit au parti. Surtout, l'idéologie léniniste, avant-gardiste et intransigeante, ne correspond pas du tout aux valeurs de la social-démocratie.

Du côté du Parti socialiste, son absence de lien organique avec le monde du travail en fera une formation où l'idéologie peut se déployer sans entrave. Après avoir été résolument atlantiste à l'époque de la SFIO puis s'être radicalisé pour récupérer l'électorat communiste, on le verra passer en quelques années, au début des années 1980, de proclamations anti-capitalistes à des réformes accentuant la financiarisation de l'économie française. La rupture électorale avec les classes populaires n'en a été que plus profonde.

La France n'aura donc jamais connu d'expérience sociale-démocrate.

